



L'EFFROI ET LA COLÈRE

L'**effroi** d'abord devant le crime qui a frappé notre collègue du Pas de Calais. Cet agent des Finances Publiques, après avoir été séquestré dans le cadre d'un contrôle fiscal avec une de ses collègues, a été tué par la personne inspectée. Cette dernière s'est donnée la mort par la suite. La CGT tient avant tout à saluer respectueusement la mémoire de notre collègue. Elle exprime également toutes ses condoléances vis-à-vis de sa famille et de tous ses proches. Elle témoigne de sa solidarité envers la collègue qui l'accompagnait durant ce contrôle.

La **colère** ensuite car ce crime s'inscrit aussi dans une montée d'une radicalisation que l'on constate dans certains propos obscènes sur certains plateaux TV ou dans les commentaires des internautes sur les articles de la presse en ligne. La haine, l'intolérance, la bêtise aussi doivent être combattues car elles font le lit de la violence.

Au-delà des beaux discours de circonstance de nos dirigeants sur le soutien aux « représentant-es de la République », il s'agit déjà de ne pas laisser passer les propos honteux. Porter plainte contre les haineux, contre ceux qui remettent en cause le rôle ou l'intégrité des agents des Finances serait de nature à calmer les fâcheux.

25,97 %

C'est le pourcentage des voix obtenu par la CGT Finances Publiques, lors du dernier scrutin de 2018, pour le **Comité Technique Local** de la DRFIP 44. En d'autres termes, plus d'un quart des agent-es ont fait confiance à la CGT !

Pendant ces 4 années de présence au CTL, disposant de 3 élu-es sur 10, nous nous sommes efforcés de rendre cette confiance aux agent-es par nos interventions argumentées et pugnaces (et respectées), distillant une information permanente y compris pendant les périodes de confinement.

En dehors de cette instance, une grande partie de notre activité a consisté à soutenir techniquement et/ou moralement de nombreux agent-es qui rencontrent des problèmes divers et variés. Et cela ne fait qu'augmenter, hélas ...

Dans cette période électorale, à la lecture des nombreuses publications, force est de constater que certaines organisations sont tentées de récrire l'histoire sociale, de s'arroger certaines (maigres) avancées ou de revendiquer la défense de toutes les catégories de personnels. Pour sa part et sans contestation possible, depuis sa création en 1895, la CGT a été actrice de tous

les mouvements sociaux ayant entraîné l'octroi d'acquis sociaux majeurs (sécurité sociale, réduction du temps de travail, retraites, congés payés, salaires ...). Il convient néanmoins de rester humble et lucide compte tenu de certains reculs enregistrés. Mais cela n'entame en rien notre détermination et notre combativité.



A la CGT, nous faisons le choix d'agir, de rendre compte et d'essayer de construire, avec les agent-es le rapport de force indispensable pour un véritable progrès social.

Nous espérons que votre confiance progressera encore lors de ces nouvelles élections professionnelles.

CINQ ANS APRÈS #METOO

Les violences sexistes et sexuelles au travail et au quotidien n'ont jamais cessé. Et si les consciences s'éveillent grâce à des femmes qui osent parler, la majeure partie des victimes ne voient aucune suite donnée à leur signalement.

- au travail, 80% de femmes sont victimes de sexisme,
- 93% déclarent des conséquences sur leur sentiment d'efficacité personnelle,
- 1 femme sur 5 est victime de harcèlement sexuel,
- 90% des plaintes sont classées sans suite,
- 97% des faits communiqués aux cellules de signalement de la Fonction publique d'État sont classés sans suite.

L'Organisation Internationale du Travail a adopté en juin 2019 une norme mondiale contre la violence et le harcèlement à l'égard des femmes. La France a refusé de reconnaître la recommandation 206 qui accorde des droits nouveaux au travail, aux femmes victimes de violences conjugales.

L'État doit déjà faire appliquer les lois votées et que soient mises en place des sanctions pour toutes les entreprises et établissements qui n'ont pas de plan de prévention des violences sexistes et sexuelles et de dispositif de signalement négocié avec les syndicats.

Contre ces violences : Manifestation vendredi 25 novembre à Nantes - 18h30 au Miroir d'eau.